

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N° 23 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : le gouvernement espère une collecte fiscale record à 8,8 % du PIB ;
- ❖ **Inde** : Les réserves de change de l'Inde reculent légèrement à 681,6 Mds USD ;
- ❖ **Maldives** : La croissance ramenée à seulement 0,7% en 2026 par la Banque mondiale ;
- ❖ **Pakistan** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 11,5% ;
- ❖ **Sri Lanka** : La croissance devrait ralentir à 3,6% en 2026 selon la Banque mondiale ;

À RETENIR

8,8% du PIB

Ratio de recettes fiscales estimé et annoncé par le nouveau budget du gouvernement bangladais pour FY26, contre 6,7% en FY25, un des plus faibles d'Asie

Bangladesh

Le Bangladesh pourrait franchir le seuil des 500 Mds USD de PIB d'ici juin malgré une croissance toujours modérée

Selon de nouvelles estimations provisoires du Bangladesh Bureau of Statistics (BBS), le PIB du Bangladesh a atteint pour la première fois 501 Mds USD en 2025-26, contre 456 Mds USD un an plus tôt, tandis que le revenu national brut par habitant a progressé de 2 769 USD à 3 020 USD. Le pays franchit ainsi la moitié du chemin vers l'objectif gouvernemental de devenir une économie de 1 000 Mds USD à l'horizon 2034.

La croissance réelle du PIB est toutefois estimée à seulement 4,14 % en 2025-26, après 3,49 % en 2024-25, un rythme inférieur à celui observé avant le début de la crise en 2022. Les services demeurent le principal moteur de l'activité avec une croissance de 4,59 %, tandis que l'agriculture progresse de 2,78 %. En revanche, la croissance industrielle ralentit à 2,86 %, contre 3,71 % un an plus tôt, illustrant les difficultés persistantes du secteur productif. Les estimations du BBS mettent également en évidence un recul de l'investissement, dont la part dans le PIB est passée de 28,54 % à 27,93 %, ainsi qu'une baisse des taux d'épargne.

[New Age | Bangladesh's per capita income rises to \\$3,020](#)

BUDGET – le gouvernement espère une collecte fiscale record à 8,8 % du PIB

Le projet de budget 2026-27 fixe un objectif de recettes fiscales de 6040 Mds Tk (≈ 43 Mds EUR) pour le National Board of Revenue (NBR), soit l'équivalent de 8,8 % du PIB. Il s'agirait d'un effort particulièrement important, alors que ce ratio avait atteint à peine 6,7% en 2024-25 et que la collecte fiscale devrait encore être nettement en deçà des attentes pour l'année fiscale en cours. Les recettes publiques totales sont, elles, attendues à 6 950 Mds Tk (10,2 % du PIB), un niveau jamais atteint au Bangladesh et qui nécessiterait une hausse de +54% par rapport à 2025-26 d'après les projections du think tank CPD.

Pour élargir l'assiette fiscale, le gouvernement prévoit plusieurs mesures de formalisation. L'obtention d'un numéro d'identification fiscale (TIN) deviendrait obligatoire pour l'ouverture d'un compte bancaire, à l'exception notamment des comptes étudiants et de certains comptes simplifiés. Les bases de données du NBR doivent également être interconnectées avec celles des banques, des fournisseurs de services publics et du registre national d'identité afin de mieux détecter les contribuables potentiels. Le gouvernement espère ainsi intégrer plusieurs millions de particuliers et d'entreprises supplémentaires dans le système fiscal.

Budget + <https://cpd.org.bd/resources/2026/06/CPD-Budget-Analysis-FY2027.pdf>

BUDGET - un programme d'investissement en forte hausse pour 2026-27

Le gouvernement a proposé au Parlement un programme annuel de développement (ADP) de 3000 Mds Tk (≈ 21 Mds EUR) pour l'exercice 2026-27, en hausse de 30 % par rapport au programme initial de l'exercice précédent et de près de 50 % par rapport à son niveau révisé. Cette augmentation traduit la volonté des autorités de soutenir l'investissement public et de mettre en œuvre ses promesses électorales malgré les contraintes budgétaires et la faiblesse persistante de l'investissement privé.

Les grands projets d'infrastructure continuent de concentrer une part importante des crédits. Neuf mégaprojets absorberont à eux seuls 364 Mds Tk, soit plus de 12 % de l'ADP. La centrale nucléaire de Rooppur demeure le premier bénéficiaire avec 155 Mds Tk, devant les lignes de métro MRT-5 Nord (73,5 Mds Tk) et MRT-1 (39,1 Mds Tk), ainsi que le port en eau profonde de Matarbari (48,4 Mds Tk).

Cette forte hausse de l'ADP suppose une amélioration significative de la capacité d'exécution de l'administration et des décaissements extérieurs plus importants. Plusieurs économistes soulignent que les retards récurrents, les révisions de coûts et la faible exécution de nombreux projets pourraient limiter l'impact réel de cette expansion de l'investissement public.

Budget + <https://today.thefinancialexpress.com.bd/last-page/nine-megaprojects-eat-up-over-12pc-of-fy27-adp-1781027825>

BUDGET – Nette augmentation des budgets pour la santé et l'éducation

Le projet de budget 2026-27 marque un rééquilibrage en faveur des dépenses sociales, avec une hausse d'environ 60 % des crédits alloués à la santé et à l'éducation. Les dépenses combinées dans ces deux secteurs atteindraient près de 15 Mds USD (\approx 13 Mds EUR), soit 2,7 % du PIB, contre environ 1,7 % lors de l'exercice précédent. Le programme électoral du BNP promet de porter graduellement cette part à 10% du PIB.

Cette hausse doit financer plusieurs engagements phares du gouvernement, notamment la généralisation des repas scolaires dans l'enseignement primaire (1 Md USD), le renforcement des infrastructures éducatives et hospitalières ainsi que le programme « Santé pour tous », doté de 2,3 Mds USD. Les autorités entendent également accroître les recrutements, améliorer les équipements des établissements publics et élargir l'accès aux services de santé de base.

La capacité d'exécution de ces dépenses demeure toutefois un point de vigilance majeur. Lors de l'exercice 2024-25, le ministère de la Santé et celui de l'Éducation primaire figuraient parmi les administrations les moins performantes du pays en matière de mise en œuvre des projets d'investissement, avec des taux d'exécution respectifs de 22 % et 58 %, se classant 55e et 57e sur 57 ministères.

<https://www.thedailystar.net/business/bangladesh-budget-2026-27/news/education-health-outlay-rise-63-4195931>

Inde

Les réserves de change de l'Inde reculent légèrement à 681,6 Mds USD

Selon les dernières données publiées par la Reserve Bank of India (RBI), les réserves de change de l'Inde ont diminué de 711 M USD pour s'établir à un niveau de 681,6 Mds USD au cours de la semaine close le 5 juin 2026. Cette baisse intervient après une hausse de 938 M USD enregistrée la semaine précédente. Malgré ce repli, les réserves demeurent à un niveau historiquement élevé, offrant au pays un important coussin de protection contre les chocs extérieurs et les tensions sur les marchés financiers.

Le recul des réserves s'explique principalement par une diminution de 2,7 Mds USD des avoirs en devises étrangères (Foreign Currency Assets, FCA), qui constituent la principale composante des réserves de change et atteignent désormais 543,4 Mds USD. Cette baisse a toutefois été partiellement compensée par une progression de 2 Mds USD de la valeur des réserves d'or, qui s'élèvent désormais à 114,6 Mds USD. Les droits de tirage spéciaux (SDR) détenus auprès du FMI (18,8 Mds USD) ont également légèrement augmenté, tandis que la position de réserve de l'Inde auprès du FMI est restée globalement stable (4,8 Mds USD).

L'évolution récente des réserves de change reflète les interventions de la RBI sur le marché des changes afin de limiter la volatilité de la roupie dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et des sorties de capitaux. La Banque centrale a récemment réaffirmé que le niveau actuel des réserves restait « confortable » et suffisant pour faire face aux risques extérieurs.

[India's forex reserves drop \\$711 million to \\$681.610 billion, RBI data shows - The Economic Times](#)

L'Inde sollicite 2,5 Mds USD auprès de la Banque mondiale et de la BAsD

Face aux risques économiques liés au conflit au Moyen-Orient et à la hausse des prix de l'énergie, le gouvernement indien a engagé des discussions avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD) afin d'obtenir jusqu'à 2,5 Mds USD de financements destinés à des projets d'infrastructures. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à préserver les investissements publics tout en limitant la pression sur les finances publiques dans un contexte d'incertitude accrue.

Les fonds devraient être principalement orientés vers des projets de transport, d'infrastructures urbaines et de résilience énergétique. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du partenariat renforcé entre l'Inde et la Banque mondiale, qui prévoit entre 8 et 10 Mds USD de financements annuels sur les cinq prochaines années afin de soutenir les objectifs de développement du pays et de préserver la dynamique d'investissement.

[India taps World Bank, ADB for \\$2.5 billion infrastructure spend - The Economic Times](#)

Les finances des États indiens se dégradent malgré la progression des recettes

Selon un rapport du Contrôleur et Auditeur général de l'Inde (CAG), les 28 États indiens ont enregistré un déficit budgétaire au cours de l'exercice 2024-25, reflétant une détérioration généralisée de leur situation financière. Parmi eux, 15 États ont affiché un déficit supérieur à 3 % de leur produit intérieur brut régional (GSDP). Les engagements financiers cumulés des États ont atteint 90,5 lakh crores INR (environ 959 Mds USD), représentant près de 31 % du PIB, contre 29 % l'année précédente.

La structure des dépenses demeure peu favorable à l'investissement puisque les dépenses courantes représentent près de 80 % des dépenses totales des États. Les dépenses contraintes (salaires, pensions et paiements d'intérêts), les subventions et les transferts absorbent ensemble plus de 61 % des dépenses courantes, tandis que les seules subventions en représentent plus de 10 %. Cette composition réduit les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour financer de nouveaux investissements.

La situation demeure toutefois contrastée. Treize États, dont l'Uttar Pradesh, le Gujarat et le Jharkhand, ont conservé un excédent de recettes en FY25, tandis que les autres ont enregistré un déficit de recettes.

[Fiscal stress deepens across states as all 28 post deficits in FY25: CAG report - The Economic Times](#)

L'inflation des prix de gros atteint un sommet de trois ans à 9,7 % en mai

Selon les données publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie, l'inflation des prix de gros (Wholesale Price Index, WPI) a accéléré à un rythme de 9,68 % en glissement annuel en mai 2026, contre 8,26 % en avril, atteignant son plus haut niveau depuis plus de trois ans. Cette hausse s'explique principalement par l'envolée des prix de l'énergie dans le contexte des tensions en Iran, ayant entraîné une forte augmentation des cours internationaux du pétrole.

L'inflation dans la composante « carburants et énergie » a bondi à 30,3 % en mai, contre 24,9 % le mois précédent. Les prix du pétrole brut et du gaz naturel ont progressé de 61,5 % sur un an, tandis que les huiles minérales (essence, diesel, GPL) ont enregistré une inflation de près de 50 %. La hausse des coûts s'est également diffusée à l'ensemble de l'économie : l'inflation des produits manufacturés a atteint 7,5 %, tandis que l'inflation alimentaire est remontée à 4,5 %, son plus haut niveau depuis seize mois.

Le gouvernement a simultanément publié le premier indice des prix à la production (Producer Price Index, PPI) de l'Inde, qui s'est établi à 9,4 % en mai, confirmant l'ampleur des tensions sur les coûts de production. Si plusieurs économistes anticipent un léger reflux de l'inflation dans les prochains mois en cas de stabilisation des prix du pétrole, la persistance de tensions géopolitiques et les incertitudes entourant la mousson pourraient maintenir les pressions inflationnistes à un niveau élevé. Cette hausse des prix de gros pourrait également soutenir la croissance nominale du PIB et les recettes budgétaires au cours de l'exercice FY27.

[New series: Wholesale inflation surged to 3-year high of 9.7% in May | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Maldives

Les recettes fiscales reculent en mai, mais restent en hausse sur cinq mois

La Maldives Inland Revenue Authority (MIRA) a collecté 2,05 Mds MVR en mai 2026 (133 MUSD). Le montant est en net repli par rapport à avril 2026, où les recettes avaient atteint 2,63 Mds MVR (170 USD), soit une baisse mensuelle d'environ 22%. Par rapport à mai 2025, les recettes diminuent de 5,8%, soit environ 127 MMVR (8 MUSD). La baisse s'explique principalement par le recul de plusieurs recettes liées au tourisme, notamment la GST/TGST, la Green Tax, les taxes aéroportuaires, les loyers de resorts et certains frais liés aux expatriés, dans un contexte d'arrivées touristiques inférieures aux prévisions. Le bilan des cinq premiers mois reste toutefois positif : de janvier à mai 2026, la MIRA a collecté 16,4 Mds MVR (1 062 MUSD), soit environ 16% de plus que sur la même période de 2025. MIRA

La croissance ramenée à seulement 0,7% en 2026 par la Banque mondiale

La Banque a abaissé sa prévision de croissance pour les Maldives de 3,2 points depuis janvier. L'économie maldivienne est particulièrement touchée par les perturbations du tourisme liées au conflit au Moyen-Orient et par la hausse des prix de l'énergie. Le recul des recettes touristiques devrait dégrader les comptes extérieurs (déficit courant passant de 7,5% du PIB en 2025 à 20,6% en 2026) et les finances publiques, tandis que l'augmentation des subventions destinées à compenser le renchérissement de l'énergie devrait creuser le déficit budgétaire (qui passerait de 4,3% du PIB en 2025 à 10,9% en 2026). La dette publique et garantie atteignait 129,7% du PIB fin 2025 et devrait progresser jusqu'à 143,2% en 2028 en l'absence de consolidation majeure. L'exposition élevée des banques, de la banque centrale et des autres institutions financières à l'État renforce le risque de contagion entre finances publiques et secteur financier. La Banque mondiale prévoit toutefois un rebond marqué de la croissance à 6,7% en 2027, avant une modération à 4% en 2028.

[Banque mondiale](#)

Le besoin de financement se creuse encore début juin

Le dernier rapport hebdomadaire du ministère maldivien des Finances et des Entreprises publiques, arrêté au 4 juin 2026, indique que les recettes et dons ont atteint 19,1 Mds MVR, en hausse de 10,1% sur un an. Les dépenses courantes et d'investissement s'élèvent à 19,2 Mds MVR, en progression de 17,6%. Le solde budgétaire global est ainsi devenu légèrement déficitaire, à hauteur de 111 MMVR, contre un excédent de 1 Md MVR à la même date en 2025. Cette présentation ne tient toutefois pas compte des remboursements d'emprunts, comptabilisés parmi les opérations de financement, qui atteignent 8,7 Mds MVR, contre 3,1 Mds MVR un an plus tôt. Après prise en compte de ces amortissements, le besoin brut de financement ressort à 8,8 Mds MVR, soit environ 7,1% du PIB projeté pour 2026, contre 2,1 Mds MVR — environ 1,8% du PIB — un an auparavant.

[Ministère des Finances](#)

Envolée des importations sur les 5 premiers mois sous l'effet de la facture pétrolière

Sur les cinq premiers mois de 2026, les importations maldiviennes ont atteint environ 28,2 Mds MVR (1,83 Md USD), contre 23,1 Mds MVR (1,50 Md USD) sur la même période de 2025, soit une hausse de 22,1%. Cette progression est largement alimentée par les produits pétroliers. Hors carburant, les importations ont augmenté plus modérément, de 18,9 Mds MVR (1,23 Md USD) à 20,7 Mds MVR (1,34 Md USD), soit +9,5%. Les importations de fuel peuvent ainsi être estimées à 7,5 Mds MVR (486 M USD), contre 4,2 Mds MVR (272 M USD) un an plus tôt, ce qui correspond à une hausse de près de 79%. Le fuel a ainsi représenté environ 26,6% des importations totales, contre 18,2% entre janvier et mai 2025. Dans le même temps, les exportations ont fortement reculé : elles se sont établies à seulement 494 M MVR (32 M USD) sur les cinq premiers mois de 2026, contre 1,04 Md MVR (67 M USD) un an auparavant, soit une baisse de 52,6%. Le déficit commercial s'est par conséquent creusé, passant d'environ 22,1 Mds MVR (1,43 Md USD) à 27,7 Mds MVR (1,80 Md USD)

[Douanes maldiviennes](#)

Pakistan

Présentation du projet de budget pour l'exercice 2026-2027

Le budget fédéral pour l'exercice 2026-2027 a été présenté au Parlement le 12 juin par le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb. Ce budget est le résultat d'un compromis visant à préserver les acquis de la stabilisation macro-économique, tout en accordant des mesures de soutien ciblées aux ménages et aux entreprises.

Construit sur une hypothèse de croissance de 4% du PIB, une inflation moyenne de 8,2% et un déficit budgétaire de 3,6% du PIB, tout en reprenant l'objectif d'un excédent primaire de 2% du PIB conformément aux engagements pris dans le cadre du programme FMI. Le budget prévoit des recettes totales de 20,6 tr PKR (73 Mds USD), en hausse de 14 % par rapport aux estimations révisées de l'exercice précédent, sous l'effet d'une progression attendue des recettes fiscales de 18 % à 15,3 tr PKR. Les dépenses fédérales sont budgétées à 18,8 tr PKR (+20 %).

Le budget comporte plusieurs mesures de soutien à l'activité : baisse de la fiscalité sur les transactions immobilières, allègement de l'imposition des salariés des classes moyennes, suppression de la « super tax » pour les entreprises réalisant moins de 500 M PKR de bénéfices et réduction de 10 % à 8 % pour les autres entreprises (hors banques, énergie et engrais), ainsi qu'un allègement de la fiscalité pesant sur les exportateurs et les secteurs industriels dans le cadre de la nouvelle politique tarifaire. Les allocations du programme social BISP augmentent de 17 % pour atteindre 838 Md PKR, tandis que les salaires des fonctionnaires fédéraux et les pensions progresseront respectivement de 7 % et que le salaire minimum passe de 37000 à 40700 PKR (+10%).

La dépense publique reste toutefois contrainte par le niveau élevé du service de la dette (43% des dépenses fédérales), nécessitant de couper dans les dépenses de développement (PSDP – programme de développement du secteur public) limité à 1000 Md PKR, un niveau insuffisant au regard des besoins d'infrastructures du pays.

[Govt unveils Rs18.8tr budget for FY2026-27; GDP growth targeted at 4pc - Business - DAWN.COM](https://www.dawn.com/news/1644444)

Bilan économique de l'exercice 2025-2026 « Pakistan Economic Survey »

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a présenté jeudi 11 juin le « Pakistan Economic Survey 2025-2026 », document élaboré par le ministère des Finances qui dresse le bilan de l'exercice budgétaire écoulé et dont la présentation précède la présentation du projet de budget au Parlement.

Ce document revient sur la politique de stabilisation économique conduite par Muhammad Aurangzeb et les résultats obtenus, notamment dans le cadre des programmes du FMI.

Au cours de l'exercice 2025-2026 :

- Le PIB nominal s'est élevé à 126 870 Md de PKR (452,1 Md USD), en progression de 11,3%, tandis que le revenu par habitant a progressé de 8,6% pour s'établir à 1901 USD (contre 1751 USD en 2025).
- La croissance s'est élevée à 3,7%, contre 3,2% enregistré l'année précédente et un objectif de 4,2%, portée par l'ensemble des secteurs de l'économie : agriculture (+2,9

%), industrie (+3,5 %) et services (+4,1 %). L'industrie manufacturière (LSM) enregistre une progression de 6,1%.

- L'inflation a été contenue en moyenne (entre juillet 2025 et avril 2026) à 6,2% (contre 4,7% enregistrée sur la même période l'an dernier), mais a progressé de manière significative en fin d'exercice (10,9% en avril) en raison de la crise au Moyen Orient.
- La consolidation des finances publiques s'est poursuivie avec la baisse du déficit budgétaire à 0,7% du PIB sur les neuf premiers mois de l'exercice et l'amélioration de l'excédent primaire à 3,2 % du PIB.
- La dette publique atteint 83,3 billions de PKR, dont 57,6 billions PKR d'endettement domestique et 25,7 billions PKR de dette externe.
- Sur le plan externe, les fondamentaux se sont renforcés avec une reconstitution des réserves de change (17,2 Md USD), une progression significative des transferts de travailleurs expatriés à 38 Md USD sur les onze mois de l'exercice (+8,2% en g.a.). Le compte courant enregistre un très léger excédent (72 M USD) sur les neuf premiers mois, malgré l'aggravation du déficit commercial

Au-delà de ces résultats, le bilan économique 2025-2026 met en évidence plusieurs fragilités structurelles. Le taux d'investissement demeure limité à 14,4 % du PIB, un niveau faible pour soutenir une accélération durable de la croissance, tandis que l'épargne nationale reste proche de 14 % du PIB. La croissance repose davantage sur la consommation, les transferts des expatriés et le redressement cyclique de l'industrie que sur une hausse significative de la productivité ou des exportations. Les autorités reconnaissent d'ailleurs la nécessité d'accroître les exportations, qui continuent de progresser moins rapidement que les importations malgré les efforts de rationalisation tarifaire et les initiatives du SIFC.

https://www.finance.gov.pk/survey_2026.html

La Banque centrale maintient son taux directeur à 11,5%

A l'issue du comité de politique monétaire qui s'est tenu le 15 juin, la Banque centrale du Pakistan a décidé de maintenir son taux directeur à 11,5%. Cette décision est motivée par des signes d'apaisement sur le marché des matières premières énergétiques, en raison des récents développements positifs de la crise iranienne.

Si l'inflation a récemment accéléré sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie (>10% en avril et mai), une croissance modérée et la mise en œuvre de mesures d'austérité ont permis de contenir le niveau d'inflation. Par ailleurs, la situation extérieure reste maîtrisée, grâce à la progression des transferts des travailleurs expatriés et au renforcement des réserves de change (17,2 Md USD).

Dans ces conditions, la Banque centrale estime que l'orientation actuelle de la politique monétaire demeure appropriée pour ramener l'inflation dans sa fourchette cible de 5 à 7 % à moyen terme.

<https://www.sbp.org.pk/press/2026/Pr-15-Jun-2026.pdf>

Forte progression des transferts de travailleurs expatriés en mai (+15% en g.a.) à 4,3 Md USD

D'après les données publiées par la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan, SBP), les transferts de travailleurs expatriés ont atteint un niveau record de 4,3 Md USD en mai, en hausse de 20% par rapport au mois précédent et de 15% en glissement annuel. Le montant cumulé au cours des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026 s'est élevé à 38,1 Md USD, en hausse de 9,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A ce rythme, les transferts devraient dépasser 41 Md USD sur l'ensemble de l'exercice budgétaire.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis demeurent les principales sources de transferts, devant le Royaume-Uni et les États-Unis. À eux seuls, les pays du Golfe ont contribué à hauteur d'environ 2 Mds USD en mai.

Si la crise provoquée par le conflit entre les États-Unis, l'Iran et Israël pouvait laisser anticiper un ralentissement des transferts en raison d'une diminution de l'activité économique dans les pays du Golfe (en particulier dans les secteurs de la construction, du transport et des services qui emploient une part importante de la main d'œuvre pakistanaise), les transferts ont au contraire poursuivi leur progression au cours des derniers mois pour atteindre des niveaux records.

<https://www.sbp.org.pk/press/2026/Pr-10-Jun-2026.pdf>

Excédent du compte courant de 459 M USD en mai 2026

Après avoir enregistré un déficit de 276 M USD en avril, le Pakistan a retrouvé un excédent courant de 459 M USD en mai 2026, grâce notamment à la progression des transferts de fonds des travailleurs expatriés et à une amélioration des revenus de services. Sur les onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026, le compte courant affiche ainsi un léger excédent de 255 M USD.

Cette amélioration mensuelle ne masque toutefois pas une dégradation progressive de la position extérieure depuis le début de l'exercice. Le surplus cumulé du compte courant est nettement inférieur à celui observé un an plus tôt (1,6 Md USD sur la même période), en raison de l'élargissement du déficit commercial provoqué par la reprise des importations, notamment énergétiques et industrielles.

Par ailleurs, les sorties de revenus au titre des investissements étrangers continuent de peser sur la balance des paiements. Selon les données de la Banque centrale, les rapatriements de profits et dividendes ont atteint environ 2,5 Mds USD sur les onze premiers mois de l'exercice, soit un montant supérieur de près d'un tiers aux flux d'investissements directs étrangers (IDE) enregistrés sur la même période. Cette situation traduit à la fois l'amélioration de la capacité du Pakistan à autoriser les transferts de capitaux après les restrictions imposées durant la crise de change de 2022-2023 et la faiblesse persistante des nouveaux investissements étrangers.

https://www.sbp.org.pk/ecodata/Balancepayment_BPM6.pdf

Sri Lanka

La croissance devrait ralentir à 3,6% en 2026 selon la Banque mondiale

Pour 2027, la prévision atteint 3,8% et 3,9% pour 2028. Ces chiffres représentent une révision à la hausse de 0,1 point pour 2026 et de 0,7 point pour 2027 par rapport aux chiffres publiés en janvier. La Banque estime que l'activité s'est redressée après les perturbations provoquées fin 2025 par le cyclone Ditwah, parallèlement à une reprise du crédit au secteur privé. L'investissement devrait cependant être freiné par les incertitudes économiques et la hausse des coûts de production. Face aux pressions inflationnistes, la politique monétaire a par ailleurs été resserrée à la fin du mois de mai. Sur le plan budgétaire, la Banque mondiale estime que les recettes publiques resteront solides, permettant au pays de conserver un excédent primaire.

[Banque mondiale](#)

Croissance robuste au 1er trimestre, avant le plein effet de la guerre

L'économie sri-lankaise a enregistré une croissance réelle de 5,1% sur un an au 1^{er} trimestre 2026, contre 4,8% un an auparavant. La performance est favorable et relativement généralisée : l'agriculture progresse de 1,1%, l'industrie de 7,2% et les services de 3,4%. Les services représentent désormais 54,2% du PIB, devant l'industrie - 27,2% - et l'agriculture - 7,3%. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence : les effets de la guerre au Moyen-Orient sur l'énergie, le tourisme, le commerce et les transferts des expatriés ne se feront pleinement sentir qu'au trimestre suivant.

[Central Department of Statistics](#)

Publication du National Export Development Plan 2026-2030

Le gouvernement sri-lankais a publié le détail de son plan visant à porter les exportations de biens et de services à 36 Mds USD en 2030 (à comparer à 17,3 Mds USD en 2025), dont 28 Mds USD de marchandises (13,6 Mds USD en 2025) et plus de 8 Mds USD de services (3,7 Mds USD en 2025), soit 14 à 15% du PIB. La stratégie combine six chantiers transversaux – logistique, facilitation des échanges, financement et investissement, promotion commerciale, normes et exigences ESG (environnement, social, gouvernance), compétences et innovation – et huit secteurs prioritaires : composants automobiles, industries fondées sur les ressources minérales, caoutchouc, industries maritimes, épices et concentrés, numérique, composants électriques et électroniques et agroalimentaire transformé. Le plan prévoit notamment la mise en service du guichet unique national et la numérisation des procédures commerciales, l'accélération des formalités douanières, la réforme des droits de douane et parafiscaux, le règlement des retards de remboursement de TVA, le renforcement du financement et des garanties à l'exportation, ainsi que le développement des ports, des zones logistiques et des infrastructures de certification. Il prévoit également une diversification vers l'ASEAN, l'Afrique et le Moyen-Orient, un recours accru aux accords commerciaux et un soutien spécifique aux PME exportatrices.

[Export Development Board](#)

Impact limité des nouvelles règles sur les prêts sur or sur le système bancaire selon Fitch

Fitch Ratings estime que le relèvement des pondérations de risque sur les prêts garantis par l'or n'exercera qu'une pression limitée sur le capital des établissements financiers sri-lankais. La banque centrale a parallèlement ramené à 70% le ratio maximal entre le prêt et la valeur de l'or donné en garantie, contre 80% auparavant selon Fitch, afin de limiter l'accumulation de risques dans un segment en forte expansion. À compter du 1^{er} septembre 2026, les banques appliqueront une pondération de risque de 10% aux prêts dont le ratio prêt/valeur ne dépasse pas 70%, de 40% entre 70% et 100%, et de 100% au-delà. Le durcissement intervient alors que les prêts sur or des sociétés de financement ont progressé de 69,2% sur un an au premier trimestre.

[Fitch](#)

Maintien de l'excédent budgétaire sur les quatre premiers mois de 2026

Les recettes de l'État ont atteint 1 958,3 Mds LKR en janvier-avril 2026, contre 1 454,7 Mds LKR un an plus tôt (+34,6%), portées par une forte progression des recettes fiscales. Les dépenses totales ont progressé plus modérément (+8%), à 1 853,3 Mds LKR, contre 1 716,3 Mds LKR un an auparavant. En conséquence, l'excédent primaire s'est nettement renforcé, à 862,7 Mds LKR (2,4% du PIB) contre 532,7 Mds LKR (1,6% du PIB), tandis que le solde budgétaire global est redevenu excédentaire pour la première fois depuis 1955, à 105 Mds LKR (0,3% du PIB), après un déficit de 261,6 Mds LKR (-0,8% du PIB) en janvier-avril 2025. Cette amélioration traduit principalement la très forte dynamique des recettes fiscales, alors que les dépenses récurrentes comme les dépenses en capital restent contenues.

[Treasury](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr